

Budget

Dépense publique : un effort moindre que prévu

RENAUD HONORE

Le rapporteur général du Budget note dans un rapport que le taux de croissance moyen de la dépense publique sera plus élevé que prévu d'ici à la fin du quinquennat.

Mais le gouvernement peut compter sur la baisse de la charge de la dette.

Où trouver des économies ? Le débat d'orientation sur les finances publiques qui se tiendra jeudi à l'Assemblée devrait permettre d'y voir plus clair sur les intentions de l'exécutif en la matière. Mais le rapport d'information préparé par Joël Giraud, le rapporteur général du Budget, donne déjà une première idée de la stratégie suivie. Un chemin qui semble passer par un effort moins ambitieux sur la maîtrise de la dépense publique d'ici à la fin du quinquennat, compensé avant tout par un coût d'emprunt de plus en plus bon marché.

Le travail du député LREM des Hautes-Alpes s'appuie sur la nouvelle trajectoire budgétaire de Bercy dévoilée la semaine dernière, et qui diffère du programme de stabilité pourtant dévoilé il y a seulement trois mois. Or ces nouveaux chiffres font apparaître « *une évolution plus forte que celle prévue dans le programme de stabilité* » concernant le taux de croissance en volume (hors inflation) de la dépense publique. En clair, Bercy semble acter un nouveau léger relâchement du contrôle de la dépense.

Joël Giraud calcule ainsi que ce taux de croissance devrait approcher 0,425 % par an en moyenne d'ici à 2022, quand le taux était de 0,35 % en avril dernier (et 0,325 % prévu en septembre 2017). Et encore, ces précisions sont basées sur le pari que l'effort de maîtrise de la dépense sera le plus fort en 2022, année électorale, ce qui a de quoi faire tousser bien des spécialistes des finances publiques.

Pour 2019, la croissance sera de 0,5 %, supérieure au 0,4 % prévu en avril. La faute à une « *montée en charge des effets de la réforme de l'assurance-chômage légèrement plus progressive que prévu* », écrit Joël Giraud. En revanche, pour la seule année 2020, Bercy a revu ses ambitions à la hausse (0,5 % contre 0,6 % attendu il y a trois mois) du fait des « *économies sur la dépense publique pour compenser en partie la baisse de l'impôt sur le revenu et la réindexation de certaines pensions* ».

Un déficit gonflé

Sur ce point, Bercy doit encore sortir du bois. Ces deux mesures annoncées fin avril laissent une facture de 6,4 milliards d'euros à financer l'an prochain. « *Sur ce total, le gouvernement prévoit que 4 milliards d'euros soient compensés dans la trajectoire budgétaire* », rappelle Joël Giraud. Cela laisse 2,4 milliards qui vont venir gonfler le déficit, dont la prévision pour l'an prochain a été remontée de 2 % à 2,1 %. Pour les 4 milliards restants, la baisse de certaines niches fiscales et sociales accordées aux entreprises devrait rapporter au mieux 1 milliard d'euros. Le solde sera à chercher dans des coupes dans les dépenses. Certaines pistes sont connues. La contemporanéisation des APL a été reportée à janvier 2020 et doit dégager 900 millions d'économies en année pleine. « *La dépense de l'Etat restera maîtrisée dans les secteurs des contrats aidés et de l'audiovisuel public* », écrit Joël Giraud. Par ailleurs, la réforme de l'assurance-chômage doit rapporter 1,5 milliard dès 2020.

A la lecture du rapport du député, la source la plus évidente d'économies est surtout à chercher du côté de la charge d'emprunt avec la chute des taux d'intérêt, désormais négatifs. Joël Giraud a ainsi calculé un gain de 11,9 milliards d'euros à l'horizon 2022 si l'on compare ce qui était prévu à l'automne 2017 avec les prévisions d'avril dernier. Et encore, celles-ci sont peut-être encore trop optimistes : selon la Cour des comptes, Bercy peut escompter jusqu'à 4 milliards d'économies supplémentaires l'an prochain si les taux restent proches des niveaux actuels.

Renaud Honoré